

transform!

Réseau européen pour une pensée alternative et un dialogue politique

newsletter 10 2012

Edition spéciale sur la situation politique en Europe, après les élections en Grèce et en France.

Editorial

Chère lectrice, cher lecteur,

Le bulletin d'information Transform !, dont la fréquence s'est accrue au cours des deux derniers mois et qui paraît maintenant régulièrement en quatre langues (anglais, français, grec et allemand) prend ses quartiers d'été pour quelques semaines, après cette dernière édition spéciale plus particulièrement orientée sur la situation actuelle en Grèce. Nous vous retrouverons au mois d'août.

Nous souhaitons à nos lecteurs et contributeurs un été agréable et reposant.

Votre équipe éditoriale

Sommet de l'EU

Le cercle vicieux entre les Etats souverains et les banques !

Walter Baier, transform!europe

Eh bien non, le Sommet de juin entre les chefs d'État et de gouvernement n'a pas permis de progresser. Même son prétendu résultat principal ne se trouve que sur le papier. Un plan de sauvetage de 100 milliards d'euros pour les banques espagnoles peut être directement accordé maintenant aux banques - jusqu'à une période récente, cette opération pouvait passer seulement par l'intermédiaire de l'état. Mais il y a une condition pour cette nouvelle procédure : jusqu'à la fin de l'année, les 17 comités nationaux de supervision bancaire doivent constituer une administration unique et puissante sous la direction de la Banque centrale européenne. La route risque d'être longue et difficile.

Ainsi le titre d'un commentaire du Financial Times annonce avec scepticisme « Plus de questions que de réponses après le Sommet ». Le seul élément positif à l'issue de ce sommet est une demi-phrase de la déclaration finale, dans laquelle est affirmé l'impératif de « briser le cercle vicieux entre les États souverains et les banques ». Pourtant, en fait, le bilan des résolutions est la même que d'habitude, fournir des fonds publics pour renflouer les banques.

Le moment de vérité pourrait se produire, au plus tard, l'année prochaine, lorsque trois des principales économies nationales de la zone euro auront besoin de restructurer une partie considérable de leurs dettes souveraines : la France 300 milliards € (ce qui équivaut à 17% de ses résultats économiques annuels) , l'Espagne, 20% et l'Italie, 27%. Si ces restructurations échouaient cela prouverait que le MES ne dispose pas des moyens nécessaires pour intervenir et prévenir de nouvelles infections.

Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, a déclaré que l'Etat-providence européen est un « modèle à abandonner » dans une interview à la fin de février. Le Pacte budgétaire européen adopté peu de temps après suite à la pression de la chancelière allemande veillera à ce que sa conception se réalise.

Ce « cercle vicieux entre les États souverains et les banques » ne sera pas rompu par plus de mesures d'austérité, mais par des appels à changer de paradigme politique. Santé, éducation et services d'intérêt général doivent être dissociés de la spéculation et être des services publics. Il est crucial de réorganiser le secteur financier, en commençant par la Banque centrale européenne. Si l'euro doit survivre, l'aide financière des Etats européens ne doit pas dépendre des marchés financiers. Les Etats doivent donc être en mesure de se financer eux-mêmes par l'intermédiaire de la BCE, ce qui requiert une modification de ses statuts.

Il est inacceptable que les principaux responsables de cette crise – les banques privées comme BNP-Paribas, Deutsche Bank, HSBC, UBS, Unicredit et Banco Santander - doivent également être les bénéficiaires des opérations de sauvetage. Ces institutions financières, qui sont réputés *too big to fail*, sont en effet trop grosses pour exister. Les renflouer aux frais du public est un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre dans l'avenir. Elles doivent être démantelées, redimensionnées et devenir propriété publique.

Il faut une taxe sur les transactions financières. Mais le problème de base est autre, à savoir les profits exorbitants qui sont la principale source de la spéculation financière. La redistribution des revenus et des richesses doit donc être au cœur de chaque stratégie alternative, ce qui nécessite une imposition effective des bénéfices et des biens.

Ce besoin d'alternative démocratique ne peut se réaliser sans un changement fondamental des rapports de force politiques sur le plan national et européen. C'est pourquoi, le processus d'intégration européenne doit être mis sur de nouvelles bases - également contractuelles – pour une refondation démocratique de l'Union européenne.

Le nouveau Gouvernement grec

Un Mémoire Dr. Jekyll – Mr. Hyde

Stavros Panagiotidis, Institut Nicos Poulantzas

La semaine dernière, on a annoncé la formation du nouveau gouvernement grec. Trois partis, la Nouvelle Démocratie (conservateurs, 29,66%), le PASOK (sociaux-démocrates, 12,28%) et la Gauche Démocratique (des dissidents du SYRIZA depuis 2101, 6,26%) constituent

maintenant le nouveau gouvernement, mais pas avec la même répartition des portefeuilles. La Nouvelle Démocratie a 25 représentants dans le gouvernement et les 14 postes restants sont attribués à des technocrates, donc cinq proposés par le PASOK (parmi lesquels, les Ministères de l'Environnement et de l'Agriculture) et quatre par la Gauche Démocratique (parmi lesquels les Ministères de La Justice et des Réformes Administratives). Seules deux femmes sont nommées, l'une d'elles comme ministre et l'autre comme ministre-adjointe.

Une impasse politique et le SYRIZA visé une fois encore

La présentation du nouveau gouvernement n'a pas été accompagnée par l'annonce d'un cadrage d'engagements clairs et explicites envers les citoyens grecs. En fait, la seule promesse que le gouvernement ait faite a été de maintenir le pays dans la zone Euro et de renégocier le Mémorandum. Cependant, il s'agit d'une promesse plutôt incohérente qui comporte à la fois les engagements pris au plan international par les dirigeants de la ND et du PASOK et du fait des résultats préconisés par les orientations politiques du Mémorandum. Tout d'abord, nous savons qu'Antonis Samaras et Evangelos Venizelos se sont engagés personnellement à en respecter les clauses, si bien qu'ils n'ont ni la possibilité politique ni le désir de les modifier. Sur le second point, il est clair que ce sont les clauses du Mémorandum elles-mêmes qui mèneront à la sortie de Grèce de la zone Euro plutôt que son annulation. Avec un Revenu Intérieur Brut qui n'en finit plus de chuter, une dette en augmentation et des revenus de l'Etat qui décroissent à cause de la récession, et, en dépit de l'augmentation de l'impôt sur les bas revenus et ceux des classes moyennes, il est fort possible que le pays ne puisse pas remplir les conditions internes dans l'avenir. Il lui faudra, soit de son plein gré quitter la zone Euro pour émettre sa propre monnaie, soit se contenter de salaires, pensions de retraites et dépenses sociales plus faibles et amener la Grèce à un niveau de vie très inférieur à celui des autres pays européens.

Il semble que le nouveau gouvernement s'en prenne de plus en plus à SYRIZA plutôt que de construire sa propre politique. Comme il n'a pas réussi à présenter SIRYZA comme un parti politique irresponsable à cause de son refus de participer au gouvernement, la prochaine étape demandée à SYRIZA sera de participer à un « groupe de négociation national », ce qui veut dire que tous les dirigeants politiques devront négocier dans un « Euro-groupe », même si ces derniers ont des désaccords entre eux ! Bien sûr ; cette drôle de proposition a été rejetée par SYRIZA et cela a semblé encore plus drôle lorsque les dirigeants du PASOK et de la Gauche Démocratique ont décidé que, puisque le Premier Ministre n'assisterait pas à cet Euro-Groupe à cause de problèmes de santé, ils n'y participeraient pas non plus !

La participation de la Gauche Démocratique au gouvernement

L'attitude de la Gauche Démocratique, en particulier, a soulevé bon nombre de questions pour savoir si le soutien au gouvernement était en cohérence avec la vocation d'un parti de gauche.

Tout d'abord, la Nouvelle Démocratie prône l'orientation la plus dure à droite et la plus conservatrice de son histoire, étant donné qu'elle a incorporé les tendances du parti LAOS d'extrême-droite. Cette tendance est traduite par son leader, Samaras, dont les éléments-clés de son agenda sont les problèmes de délinquance et d'immigration qu'il veut combattre par la répression policière plutôt que s'attaquer à ses racines, à savoir, la pauvreté et les injustices sociales.

Deuxièmement, on peut se demander pourquoi la Gauche Démocratique n'a pas déjà participé au gouvernement après les élections de mai dernier, lorsque la ND avait obtenu des résultats électoraux assez bas et se trouvait par conséquent dans une position bien plus faible. De toute évidence, sa priorité à ce moment-là n'était pas d'aller au gouvernement, mais de laisser SIRYZA faire pression pour ne pas en porter la lourde responsabilité.

Troisièmement, Le Ministre de l'Economie, Vassilis Rapanos, avait été désigné par le PASOK à cause de la situation critique de l'Etat pendant 15 ans. C'est un fervent partisan des intérêts du secteur bancaire et il a été récemment nommé Président de la Banque Nationale par le précédent premier ministre Papandréou. En utilisant sa position, il a interféré de façon indécente pendant la période électorale en publiant une étude « objective » qui liait directement la participation de la Grèce à la zone Euro au strict respect des clauses du Mémoire, contribuant ainsi au chantage à l'égard du peuple Grec. Il se peut qu'en 2010, année de crise, les revenus de M. Rapanos d'un montant de 420 000 Euro aient été un obstacle inacceptable pour un parti de gauche.

De même, le nouveau Ministre de l'Economie, qui, pour des raisons de santé, a remplacé M. Rapanos au bout de quelques jours, ne peut être que difficilement accepté par un parti de gauche. Giannis Stournaras, a été directeur général du groupe de réflexion de l'Association des Industriels Grecs pendant des années, et, à ce titre, il a usé de sa position pour déclarer à plusieurs reprises que le Mémoire devait être appliqué dans sa totalité.

A l'époque où la Grèce a adhéré à la zone Euro (avec la célèbre « comptabilité créative », c'est-à-dire la présentation erronée de la situation financière du pays alors que les dirigeants européens étaient au courant), il a joué un rôle-clé dans les négociations menées par le PASOK avec la zone Euro. Finalement, avec l'aide du chef d'un petit parti d'extrême-droite, M. Stournaras a fondé en novembre dernier une ONG pour vendre les biens de l'Etat grec. En outre, dix jours avant les élections, Stournaras, qui à ce moment-là était Ministre par Interim du Développement Economique, a cherché plusieurs solutions rapides pour effectuer des investissements privés personnels au détriment de ceux de l'Etat. Finalement, il n'est pas surprenant que *Reuters*, dans son classement des partis politiques grecs anti et pro Mémoire, ait oublié d'y faire figurer la Gauche Démocratique à cause de sa position politique ambiguë.

En fin de compte, l'autre scandale pour le gouvernement grec a été l'amende de 200 000 Euro payée par le nouveau Ministre Adjoint des Affaires Maritimes pour ses activités dans des affaires illégales. La raison en était que lui-même et son partenaire avaient fondé une entreprise off-shore qui avait spolié les petits porteurs de dividendes. Cette révélation a conduit le ministre à démissionner.

Les jours à venir, les combats à livrer

Les prochains jours seront difficiles pour le gouvernement grec. Il lui faudra négocier pour obtenir un meilleur accord, pendant qu'au même moment Angela Merkel déclare que l'*Euro-bond* est une erreur économique et que, s'il y a révision des clauses du Mémoire, elle la refusera catégoriquement. Le point le plus important est que l'on demande au gouvernement de changer une politique que le PASOK et la ND soutiennent pleinement, l'ayant élaborée étroitement avec la « troïka » et non l'ayant seulement appliquée. Le besoin de réviser leur politique ne peut pas être ignoré grâce aux secteurs les plus dynamiques de la société grecque qui espéraient vivement l'arrivée de la gauche et de SIRYZA. La dynamique contre le Mémoire exprimée au moment des élections a obligé les deux partis, autrefois plus importants, à chercher une nouvelle sortie de l'impasse dans laquelle ils avaient mené leur pays. Cela a permis à SIRYZA de se préparer pour l'avenir en prenant les décisions nécessaires pour des dispositions politiques menant à un congrès de masse qui aura lieu dans les mois qui viennent. Il s'agit pour lui de passer d'une coalition vers un parti de gauche radicale, de masse, unifié, en visant en même temps à inclure dans sa démarche ceux qui l'ont soutenu en faisant preuve de nouvelles pratiques démocratiques et en organisant la résistance des citoyens contre la politique gouvernementale.

Nous ne savons pas si ce gouvernement durera encore longtemps. Ce que nous savons, c'est

que les jours qui viennent seront importants et décisifs, non seulement pour SIRYZA et la Gauche, mais aussi pour tout le peuple Grec et l'avenir de l'Union Européenne. Avant tout, ils soulèvent notre enthousiasme, parce que nous avons devant nous la lutte pour nos vies, notre avenir et la réussite d'un gouvernement vraiment ancré à gauche. Ces luttes en valent la peine, ce sont elles qui écrivent l'histoire.

Bref compte-rendu du sommet des peuples de Rio

“Rio+20-20, mouvements des peuples”

Josef Baum, transform!at

En ce qui concerne la pression pour revenir en arrière par rapport aux résultats de Rio 1992 («Rio-20»), le sommet de Rio a été positif. Ainsi, la notion de « responsabilité commune mais différenciée », contestée par les Etats-Unis et certains pays européens, n'a pas été supprimée. De même la panacée d'une « économie verte » destinée à remplacer le développement durable a été recalée. Mais en ce qui concerne les clarifications nécessaires et aussi les nouveaux défis des 20 dernières années, le sommet officiel de la terre a été un échec.

La conclusion est la suivante : quand les gouvernements ne sont pas capables de faire des progrès, alors les mouvements ont des responsabilités plus importantes, et certaines régions peuvent et doivent aller de l'avant sur le chemin de la soutenabilité et d'une faible production de carbone durable.

Parallèlement au sommet officiel organisé à l'écart et très loin du centre, le Sommet des Peuples a eu lieu au centre de Rio. Sur le fond, il a constitué une plate-forme d'une grande diversité de mouvements sociaux et socio-écologiques. Les mouvements brésiliens, qui étaient naturellement les plus importants, étaient très impressionnants, avec environ 700 tables rondes et rencontres, et il est difficile d'en avoir un aperçu. L'Europe n'était que partiellement présente. transform!europe y a également participé.

La grande manifestation au début de la conférence officielle était clairement anticapitaliste. De nombreuses autres initiatives, par exemple des peuples indigènes ou directement devant les centres financiers ont eu une bonne couverture médiatique.

La structure segmentée de la mégapole de Rio est plus que symbolique : si on ne comble pas fondamentalement les fossés, on ne progressera pas dans la paix avec la nature.

10^{ème} anniversaire du premier Forum Social Européen

“Florence 10+10 : Europe and démocratie”

9-11 novembre 2012

Franco Russo et Roberto Musacchio

Au cours des deux dernières années, les classes dirigeantes - politiques et économiques - ont

transformé l'UE afin de répondre à la crise financière, économique, et sociale.

La réponse néolibérale a été la même dans toute l'UE : consolidation budgétaire, mesures d'austérité, ce qu'on appelle réformes structurelles visant à détruire les contrats collectifs nationaux en les remplaçant par des contrats d'entreprise et locaux, la flexibilité des travailleurs et la destruction des droits sociaux (retraites, soins de santé, éducation) grâce à la libéralisation et la privatisation des services publics et des biens communs.

Sans modifier les traités, sans débat au sein des parlements européen et nationaux, sans débat public, les organes de l'UE déjà existants ont été transformés, et de nouveaux ont été créés, à travers des décisions juridiques non prévues dans les traités. Étape par étape, selon le vieux modèle fonctionnaliste, les pouvoirs des gouvernements européens (par l'intermédiaire du Conseil européen), de la BCE et de la technocratie sont devenus de plus en plus omniprésents. Le résultat est que le consensus de marché se substitue à celui des citoyens.

Le semestre européen, le Pacte Euro Plus, le *Six pack*, le Pacte budgétaire ont été les étapes les plus importantes pour forger une gouvernance économique européenne, qui accorde la suprématie politique aux marchés.

Toutes ces évolutions ne posent pas la vieille question du déficit démocratique, mais, bien plus, ils constituent une disparition de la démocratie.

Tout un réseau de gouvernements, de technocraties, de pouvoirs financiers et économiques et de banquiers centraux constitue une oligarchie européenne, responsable uniquement devant les marchés. Aujourd'hui, les classes dirigeantes veulent forger les institutions qui gèrent la politique budgétaire et l'Union Bancaire afin de mieux répondre aux exigences des marchés.

L'Union européenne est désormais une société de marché avec une constitution économique, qui a renversé les principes des chartes constitutionnelles du 20ème siècle.

L'introduction de la « règle d'or » exigeant l'inscription de l'équilibre budgétaire dans les Constitutions des États membres - comme écrit dans le Pacte budgétaire - est le point culminant de la victoire du néolibéralisme, la construction d'un ordre juridique européen du marché.

«Bruxelles» et «Francfort» sont devenus des centres du pouvoir, un circuit d'institutions au service des marchés, d'où a été chassée la démocratie.

Les sociétés européennes, malgré des luttes importantes (de l'Espagne à la Grèce), n'ont pas su réagir et mobiliser autour de la question la plus importante : la démocratie, qui est la condition nécessaire pour combattre les politiques néolibérales afin de mettre en œuvre des alternatives sociales et économiques.

Florence 10 +10 peut être l'occasion de discuter comment tenter de surmonter nos grandes difficultés à lutter contre l'évolution antidémocratique de l'UE, et d'essayer de forger des alliances et des coalitions européennes en mesure d'organiser des campagnes pour construire une Europe démocratique.

Nous proposons d'utiliser Florence 10 +10 pour organiser des séminaires et une assemblée axée sur « L'Europe et la démocratie ».

Nous souhaitons connaître votre avis sur ces propositions et votre disponibilité pour organiser ensemble ces activités.

Nouvelle revue

Workers of the World – International Journal of Strikes and Social Conflict

Travailleurs du Monde – Revue internationale des grèves et des conflits sociaux

Workers of the World – International Journal on Strikes and Social Conflict est une revue scientifique universitaire en langue anglaise, pour laquelle les manuscrits peuvent être soumis en espagnol, français, anglais, italien et portugais. *Workers of the World* publie des articles originaux, des interviews et des critiques de livres concernant l'histoire du travail et les conflits sociaux dans une approche interdisciplinaire, globale, une perspective historique à long terme et non eurocentrée.

Il publie des articles sur la crise, les classes laborieuses, l'internationalisme, les syndicats, l'organisation, les paysans, les femmes, la mémoire, la propagande et les médias, la méthodologie, la théorie, les protestations, les grèves, l'esclavage, des études comparatives, des statistiques, les révolutions, les cultures de résistance, entre autres sujets.

Comité de rédaction

Alvaro Bianchi - Arquivo Edgard Leuenroth, UNICAMP (Campinas, Brésil), abianchi@unicamp.br

Andreia Galvão - Arquivo Edgard Leuenroth, UNICAMP (Campinas, Brésil), agalvao@unicamp.br

Marcel van der Linden - Institut international d'histoire sociale, Amsterdam (Pays-Bas), mvl@iisg.nl

Raquel Varela - Instituto de Historia Contemporânea, Universidade Nova de Lisboa (Portugal), raquel_cardeira_varela@yahoo.co.uk

Serge Wolikow - Maison des Sciences de l'Homme, Université de Bourgogne, Dijon (France), Serge.Wolikow@u-bourgogne.fr

Sjaak van der Velden - Chercheur indépendant, Rotterdam (Les Pays-Bas), sjaakvdelden@gmail.com

Xavier Domènech Sampere - Centre d'Estudis sobre les Epòques Franquista i Democràtica, Universitat Autònoma de Barcelona (Espagne), Xavier@drac.com

Site Web : <http://www.workeroftheworldjournal.net/>

Les articles doivent être envoyés, selon les instructions aux auteurs, à l'éditeur exécutif Antonio Simões do Paço à workersoftheworld2012@yahoo.co.uk

Communiqué de la rédaction

Le premier numéro de *Workers of the World. International Journal on Strikes and Social Conflict* sera mis en ligne fin juin 2012. La revue est une étape importante pour appuyer l'initiative, décidée lors de la Conférence de Lisbonne sur le travail en mars 2011, de créer une association internationale de chercheurs et d'institutions impliqués dans l'étude de ce sujet.

La classe ouvrière continue régulièrement à se manifester et, ce faisant, réfute les prévisions pessimistes sur la fin des conflits sociaux, populaires dans les dernières décennies. Différentes formes de luttes populaires ont émergé en réponse à la dégradation des conditions de vie, à la précarité du travail, et à la modification ou à la suppression des lois sur la protection sociale et la protection du travail. Outre le mouvement des travailleurs renouvelé dans ses formes classiques d'action et d'organisation collectives par des grèves et des syndicats, nous avons vu

émerger ou se recréer des mouvements de chômeurs ou de travailleurs en situation de sous-emploi, de paysans sans terre et de sans-abri, pour ne citer que quelques-uns parmi les plus connus.

Malgré de nombreuses tentatives pour annoncer sur le plan théorique la fin des classes sociales, les grèves et les mouvements sociaux, les contradictions sociales inhérentes dans la société et les actions propres des travailleurs constituent une preuve évidente du contraire. Des conflits dans l'industrie se sont à diverses reprises articulés avec d'autres conflits sociaux et la complexité des questions ethniques, de genre et de génération ainsi que le renouveau de l'intérêt pour l'action collective, tout cela pose aux chercheurs de nouveaux défis théoriques et analytiques.

Workers of the World. International Journal on Strikes and Social Conflict cherche à innover. Cette revue a pour objectif de stimuler les études globales sur les conflits sociaux et du travail dans une approche interdisciplinaire, globale, une perspective historique à long terme et non eurocentrée. Il souhaite s'éloigner des formes traditionnelles du nationalisme méthodologique et des études conjoncturelles, en adoptant une perspective explicitement critique et interdisciplinaire. Il publiera donc des recherches empiriques et des débats théoriques qui traiteront les grèves et les conflits sociaux d'une manière innovante et rigoureuse. Il développera aussi le dialogue entre chercheurs de différents domaines et différents pays et diffusera des analyses sur différentes réalités socio-culturelles, pour donner visibilité et centralité à ce thème.

48^{ème} Conférence de Linz de la Conférence Internationale d'histoire ouvrière et sociale (ITH)

Interventions: L'impact des mouvements du travail sur le développement social et culturel

Linz, 13-16 septembre 2012

La Conférence Internationale d'Histoire ouvrière et sociale (ITH) est un réseau international d'associations, d'instituts de recherche et d'historiens du mouvement ouvrier et social. La 48^{ème} Conférence de Linz aura lieu en septembre, à Jägermayrhof.

Contexte et approches

En ce qui concerne la question de l'actuel cycle de l'ITH sur l'impact des mouvements du travail sur le développement sociétal et social et le progrès, conférence ITH de 2012 a pour objectif d'examiner l'Etat providence ainsi que les dispositions culturelles de communautés, en s'appuyant sur des études de cas. Le développement et la mise en œuvre de nouvelles idées et normes à travers des mouvements du travail doivent être analysés à cette occasion. Une attention particulière sera accordée aux ressemblances et aux différences « Nord/Sud ».

Intervenants : Stefan Berger (Bochum), Uwe Fuhrmann (Berlin), Jörg Rösler (Berlin), Patricia Toucas (Paris), Martin Petitclerc (Montréal), Touraj Atabaki (Amsterdam), Ronaldo Munck (Dublin), H. Shelton Stromquist (Iowa), Helmut Weihsmann (Vienne), Stefan Moitra (Bochum), Christian Chevandier (Le Havre), Derek Weber (Vienne), Diers Andreas

(Hanovre), etc

Programme prévisionnel : http://www.ith.or.at/konf_e/zeitpl_2012_e.htm

Groupe préparatoire

Jürgen Mittag (Coordonnateur, Institut des mouvements sociaux, Université de la Ruhr de Bochum), Marcel van der Linden (Institut international d'histoire sociale, Amsterdam), Jürgen Hofmann (Berlin), David Mayer (Département d'histoire, Université de Vienne), Bruno Groppo (Centre d'Histoire Sociale, Université de Paris I), Berthold Unfried (ITH & Institut d'Histoire économique et sociale, Université de Vienne), Eva Himmelstoss (ITH)

Informations et inscription :

http://www.ith.or.at/konf_e/48_index_e.htm

contact :

Eva Himmelstoss

Conférence internationale d'histoire ouvrière et sociale (ITH)

Altes Rathaus, Str Wipplinger. 6-8, 1010 Vienne, Autriche

www.ith.or.at

email : ith@doew.at

Abonnez-vous à la newsletter de **transform!**

La newsletter de transform! est publiée chaque mois et constitue un service e-mail gratuit de notre réseau. Elle est envoyée directement dans votre boîte de réception.

Pour vous inscrire ou vous désabonner il suffit d'envoyer un e-mail à :

office@transform-network.net